

## ARRÊTÉ

Arrêté n° : SL/ST/2024/ 305

Occupation du domaine public,  
Interdiction de stationnement,  
Restriction de circulation,

Du lundi 24 Juin 2024,  
Au mardi 02 Juillet 2024,

**NOUS**, Maire de la Ville de SENLIS,

**VU** le Code Pénal,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et  
notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6,

**VU** le Code de la Route,

**CONSIDÉRANT** qu'en raison des travaux de  
tranchées d'éclairage, par l'entreprise EUROVIA, il  
est nécessaire d'interdire le stationnement,  
d'autoriser l'occupation du domaine et de  
restreindre la circulation, au droit du chantier Avenue  
Etienne Audibert et Avenue de Perseval.

## ARRÊTONS

**Article 1 :** Le stationnement des véhicules de toute nature sera interdit et considéré comme gênant, au droit du chantier Avenue Etienne Audibert et Avenue de Perseval, du lundi 24 Juin 2024 au mardi 02 Juillet 2024.

**Article 2 :** L'autorisation d'occuper le domaine public est donnée à l'Entreprise EUROVIA, au droit de l'Avenue Etienne Audibert et de l'Avenue de Perseval, du lundi 24 Juin 2024 au mardi 02 Juillet 2024.

**Article 3 :** La circulation des véhicules de toute nature sera restreinte par demi chaussée en circulation alternée par feux ou manuel k10, au droit du chantier Avenue Etienne Audibert et Avenue de Perseval, du lundi 24 Juin 2024 au mardi 02 Juillet 2024.

**Article 4 :** L'entreprise se conformera aux prescriptions du manuel du chef de chantier pour la mise en place de son balisage

**Article 5 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi. Les véhicules en infraction pourront être placés en fourrière par les agents de la Force Publique, aux frais des propriétaires et à leurs risques exclusivement.

**Article 6 :** L'entreprise est responsable de la mise en place et du maintien de tout le balisage adéquat durant le chantier.

**Article 7 :** Tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 8 :** L'Intéressé dispose d'un délai de deux mois, à compter de la présente notification, pour saisir le Tribunal Administratif - 14 Rue Lemerchier 80000 AMIENS. Le tribunal administratif peut être saisi notamment au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 9 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Chef de Service du Poste de Police Municipale
  - Monsieur le Lieutenant, commandant le Centre de Secours Principal de Senlis
  - Monsieur le Major, commandant la Brigade de Gendarmerie de Senlis
- et affichée aux lieux et places habituels.

Fait à Senlis, le 18 JUIN 2024

Le Maire,  
Pour le Maire,  
Et par Délégation

Daniel GUEDRAS  
4<sup>ème</sup> Adjoint au Maire

